



HAL
open science

Adam Smith et le “républicanisme”

Alexandra Hyard

► **To cite this version:**

Alexandra Hyard. Adam Smith et le “républicanisme”. E-rea - Revue électronique d'études sur le monde anglophone, 2003, 1.2, 10.4000/erea.276 . hal-02981027

HAL Id: hal-02981027

<https://hal.science/hal-02981027>

Submitted on 27 Oct 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Alexandra HYARD

Adam Smith et le "républicanisme"

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

revues.org

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

Alexandra HYARD, « Adam Smith et le "républicanisme" », *E-rea* [En ligne], 1.2 | 2003, mis en ligne le 15 octobre 2003, consulté le 14 octobre 2012. URL : <http://erea.revues.org/276> ; DOI : 10.4000/erea.276

Éditeur : Laboratoire d'études et de recherche sur le monde anglophone

<http://erea.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur : <http://erea.revues.org/276>

Ce document PDF a été généré par la revue.

© Tous droits réservés

Adam Smith et le "républicanisme"

Alexandra HYARD*

Introduction

Smith semble avoir toujours été en théorie un républicain, et il a sûrement eu le vrai esprit d'un républicain dans son amour de toute liberté rationnelle. (Rae 124)

Par cette phrase, Rae nous livre son opinion sur une des questions relatives à Adam Smith (1723-1790) les plus débattues aujourd'hui : celle de son "républicanisme". Or, durant la première moitié du XX^e siècle, cette question ancienne a été délaissée¹ au profit d'une autre question, celle de la relation entre *la Théorie des sentiments moraux* (1759) et de *la Richesse des nations* (1776).² C'est au cours des années soixante-dix que la question du "républicanisme" de Smith resurgit. Avant de voir les réponses qui ont été apportées à cette interrogation ces dernières décennies, il convient de rappeler la raison de ce regain d'intérêt.

L'explication de cet engouement est simple : elle réside dans la redécouverte du thème républicain au milieu des années soixante-dix avec la parution de deux livres majeurs d'histoire de la pensée politique : le *Moment machiavélien* de Pocock en 1975 et les *Fondements de la pensée politique moderne* de Skinner en 1978.³ En effet, l'ouvrage, par exemple, de Pocock propose une relecture de l'histoire de la philosophie politique moderne à partir non plus du prisme libéral⁴ mais du prisme républicain. Or, cette relecture s'accompagne d'une révision des modes du discours, qui se manifeste, chez Pocock, par la mise à l'écart du discours juridique, privilégié par la perspective libérale, au profit du langage de l'humanisme civique, lequel apparut initialement dans l'œuvre de Machiavel (1469-1527), au moment où les cités italiennes essayaient d'échapper à l'autorité du prince en fondant un régime républicain à partir du modèle du gouvernement mixte décrit par Aristote.⁵ Ainsi, Smith est touché par ce renversement historiographique. Avant 1975, les rares auteurs à s'être intéressés aux idées politiques de Smith ont concentré leur attention sur des problèmes avant tout

* Je remercie Pierre Lurbe et Ann Thomson pour leurs remarques. Je tiens également à remercier Thierry Demals pour son aide précieuse. Néanmoins, je reste seule responsable des éventuelles erreurs contenues dans ce travail.

¹ Remarquons, cependant, que certains auteurs, au cours de cette période, continuent de se demander si Smith est ou non un "républicain". Dès 1901, Halévy répond négativement à cette question en s'appuyant sur plusieurs éléments présents dans les écrits de Smith, qui sont contraires, selon Halévy, à l'idéal républicain. Halévy note, ainsi, l'antipathie de Smith à l'égard des démocraties américaines, puis ses reproches à l'encontre des revendications populaires pour la liberté de presse, et enfin, l'éloge des armées professionnelles effectué par Smith (cf. Halévy 177-8). En revanche, en 1957, Cropsey défend la thèse opposée à celle d'Halévy, puisqu'il souligne, dans *Policy and Economy*, "la préférence de Smith pour le 'républicanisme' sur tous les autres régimes" (Cropsey 65). La remarque de Cropsey se base, par exemple, sur un passage de *la Richesse des nations* (1776), dans lequel Smith explique que l'opulence de la Hollande résulte principalement de ses institutions républicaines, qui associent "les propriétaires de grands capitaux [et] les grandes familles commerçantes (...) à l'administration du gouvernement" (Smith 1776, vol. 2 : 550).

² Cette question, baptisée "Das Adam Smith Problem", donnera lieu à deux réponses contraires. La première réponse consiste à soutenir que la vision du monde chez Smith a radicalement changé entre 1759 et 1776. Cette thèse du revirement, qui a été développée en particulier par Viner dans un article devenu classique, insiste sur l'opposition entre d'une part, le principe de sympathie qui au centre de la *Théorie des sentiments moraux* et, d'autre part, le principe d'égoïsme qui est au cœur de la *Richesse des nations*. À l'inverse, la seconde réponse, qui prédomine aujourd'hui, affirme la complémentarité entre les deux ouvrages puisque chaque livre traite d'un domaine différent de l'activité humaine. Cette seconde thèse qui met en avant la cohérence de la pensée de Smith est par exemple défendue par Raphael. Cf. Viner 198-232 et Raphael 83-99.

³ Ce point est souligné par Haakonssen. Cf. Haakonssen 568-74.

⁴ Pocock affirme que l'historiographie libérale fait de Locke le père fondateur du "libéralisme politique" parce qu'il est, selon elle, le premier auteur à avoir posé des limites au pouvoir politique en vue de protéger les droits et les libertés des individus. D'après Pocock, Leslie Stephen adhère à cette manière d'écrire l'histoire, lorsqu'il soutient que "Locke exposa les principes de la Révolution de 1688 et ses écrits devinrent la bible politique du siècle suivant" (Stephen 1876, vol. 2 : 114).

⁵ Le fait que Pocock présente Machiavel comme le principal auteur républicain du XVI^e siècle florentin est critiqué par Hexter. Ce dernier souligne que des penseurs comme Guicciardini ou encore Giannotti, qui sont, selon Hexter, aussi importants que Machiavel auraient dû être analysés de manière plus approfondie par Pocock. Cf. Hexter 255-303.

d'ordre juridique comme celui des droits individuels.⁶ À partir de 1975, ses écrits sont massivement examinés à la lumière des thèmes suivants : la république, l'esprit civique, la vertu...

La question du "républicanisme" de Smith divise les interprètes actuels du célèbre professeur de philosophie morale de l'Université d'Édimbourg en deux groupes. Le premier groupe, qui est apparu au début de la ré-émergence du thème "républicain", comprend les commentateurs de Smith refusant d'assimiler le professeur d'Édimbourg à un "républicain". C'est le cas de Forbes, qui note, dans son article intitulé "Sceptical Whiggism, Commerce and Liberty" (1976), le peu d'admiration de Smith envers les républiques (196-7). En effet, comme le remarque Forbes, Smith critique non seulement la république de Cromwell, dont "la forme, écrit Smith, n'est rien d'autre qu'une monarchie militaire" (1762-1763a : 240), mais aussi la république de Hollande constituée de marchands "mercantilistes", qui n'hésitent pas à conspirer contre l'intérêt général pour servir leurs intérêts particuliers (1776, vol. 2 : 91-3). Le second groupe rassemble, en revanche, les exégètes de Smith convaincus du "républicanisme" de ce dernier. C'est le cas, en particulier, de Winch, qui entreprend de démontrer, dans son ouvrage intitulé *Adam Smith's Politics* (1978), l'attachement de Smith au "républicanisme". À la suite de Pocock, Winch entend effectuer une révision historiographique en montrant l'insuffisance du discours libéral à saisir tous les aspects de la pensée de Smith (26). Cette ambition de mettre en évidence la dimension "républicaine" de l'œuvre de Smith est également celle de Robertson (451-82).

Mais ce conflit d'interprétations mérite, selon nous, quelques éclaircissements. D'abord, qu'est-ce que le "républicanisme" dans la Grande-Bretagne du XVIII^e siècle ? Ensuite, les écrits de Smith sont-ils porteurs d'un projet "républicain" ? Si oui, ce projet "républicain" présente-t-il une spécificité ?

Notre article se déroulera en deux temps : d'abord, nous examinerons la signification du terme "républicanisme" durant le XVIII^e siècle britannique,⁷ puis nous nous intéresserons à la position de Smith par rapport à ce discours républicain.

I. Qu'est-ce qu'être "républicain" dans la Grande-Bretagne du XVIII^e siècle ?

Pour saisir le sens du terme "républicanisme" au cours du XVIII^e siècle britannique, le mieux est sans doute de revenir au *Moment machiavélien* de Pocock, qui renferme un des premiers et des plus grands réexamens du "républicanisme". Toutefois, comme certaines thématiques du discours "républicain" sont laissées de côté par Pocock — en raison de l'ambition "révisionniste" de son œuvre — il conviendra de compléter l'analyse de Pocock par l'ouvrage de Robbins, intitulé *The Eighteenth-Century Commonwealthman* (1959), qui offre une étude détaillée de la pensée républicaine entre le milieu du XVII^e siècle et la fin du XVIII^e siècle.

Selon Pocock, le républicanisme britannique du XVIII^e siècle demande, pour être compris, un détour par le XVII^e siècle. À cette époque, le "républicanisme" correspond à un discours militant contre la monarchie des Stuart caractérisée par ses pratiques absolutistes. D'après Pocock, ce discours trouve, en Angleterre, sa première grande expression dans le *Commonwealth of Oceana* (1656) d'Harrington (1611-1677).⁸ Ce dernier est, en effet, très critique à l'égard de la monarchie des Stuarts, qui s'est emparée, selon lui, des armes pour assujettir le peuple. Harrington considère que le

⁶ Il est frappant de constater que l'historiographie libérale et l'historiographie marxiste, qui ont des points de vue opposés, considèrent néanmoins Smith comme un héritier de la tradition libérale de Locke. Ainsi, le marxiste Macpherson souligne que, chez Smith comme chez Locke, le "gouvernement civil (...) est institué pour la sécurité de la propriété" (Smith 1776, vol. 2 : 332). Cf. Macpherson.

⁷ Ce préalable s'impose puisque la notion de "république", dont le mot "républicanisme" est issu, n'a pas un sens univoque. Au fil de l'histoire, comme le rappelle Goyard-Fabre, cette notion a pu désigner soit un régime politique particulier, soit l'essence même de la politique. Cf. Goyard-Fabre 564-68.

⁸ À la différence de Pocock, Robbins ne considère pas Harrington comme le principal instigateur du discours républicain au XVII^e siècle. Ainsi, Robbins insiste sur le rôle d'autres auteurs dans la formation de ce discours, comme Milton (1608-1674), Ludlow (1617 ?-1692), Nedham (1620-1678), Neville (1620-1694), mais aussi Marvell (1621-1678) et Sidney (1622-1677). Ces penseurs engendreront, selon Robbins, trois générations successives d'auteurs républicains : la première génération, qui a à sa tête Molesworth (s.d.), apparaît au lendemain de la "Glorieuse Révolution"; la deuxième génération emmenée par le Gouverneur Pownall (1722-1805) voit le jour au milieu du XVIII^e siècle; tandis que la dernière génération sous la houlette de Price (1723-1791) et de Priestley (1733-1804) prend son essor durant la Révolution américaine.

régime monarchique du XVII^e siècle poursuit les pratiques de la noblesse héréditaire durant la période féodale, qui avaient réduit le peuple à l'état de vassalité. Face aux excès auxquels s'est livrée la dynastie des Stuarts, la solution d'Harrington est de remplacer la monarchie existante par une république composée de francs-tenanciers armés émancipés de la domination du roi et des nobles. Ainsi, Harrington voit dans l'expérience de Cromwell une tentative de libération du peuple.⁹

Le discours républicain du siècle suivant, qui est, d'après Pocock, fortement imprégné par la pensée d'Harrington, est cependant marqué par deux évolutions.

Premièrement, le discours "néo-harringtonien" est dirigé contre les tendances absolutistes de la monarchie et non contre la monarchie en elle-même.¹⁰ Ainsi, les tenants de ce discours, comme par exemple Neville ou encore Shaftesbury (1621-1683), admirent et souhaitent le maintien du caractère tempéré de la monarchie britannique du XVIII^e siècle, qui est le résultat, selon eux, de la séparation du pouvoir suprême entre plusieurs organes : le roi, la noblesse et le peuple. En ceci, les néo-harringtoniens se séparent doublement du discours d'Harrington. D'une part, les successeurs d'Harrington admettent que la balance des pouvoirs est en mesure de contrer les dérives absolutistes de la Couronne. Or, selon Harrington, cette solution politique est vouée à l'échec en raison de la noblesse héréditaire, laquelle refuse de partager son pouvoir. Harrington décrit les nobles comme des seigneurs féodaux tenant le peuple en sujétion et cherchant à s'accaparer l'ensemble du pouvoir, y compris le pouvoir royal. D'autre part, si les néo-harringtoniens affirment qu'une constitution équilibrée est capable de rétablir la liberté des individus, c'est parce qu'ils croient en l'existence d'une "ancienne constitution"¹¹ ayant, par le passé, garanti la liberté des individus contre les abus d'autorité. Cette "ancienne constitution", antérieure à la conquête normande, est, selon eux, à la base de la stabilité et de l'équilibre constitutionnel anglais, qui a prévalu pendant des siècles jusqu'à la dynastie Stuart. Mais, selon Harrington, "l'ancienne constitution" n'est qu'un mythe. D'après lui, l'histoire de l'Angleterre a toujours été, d'une part, celle de la servilité du peuple et, d'autre part, celle d'une instabilité permanente entre le roi et la noblesse.

Secondement, le discours des néo-harringtoniens retourne la perspective historique d'Harrington. Pour le dire avec Pocock, ils "relèguent dans le passé (...) cette république de propriétaires armés qu'Harrington avait placée dans le présent" (1975 : 424) parce qu'ils ont conscience que la république d'Harrington n'est pas adaptée à la Grande-Bretagne du XVIII^e siècle, laquelle a subi des changements économiques et sociaux d'une telle ampleur que les hommes se sont détournés progressivement de la culture de la terre et du port des armes. Par conséquent, les descendants d'Harrington considèrent la république décrite par l'auteur du *Commonwealth of Oceana* comme un régime politique idéal ne pouvant nullement remplacer le régime monarchique tempéré en place. Mais, la conséquence de cette conception idéalisée du régime républicain d'Harrington est que tout écart par rapport à cet idéal est perçu comme une corruption. Par conséquent, le discours des néo-harringtoniens aura pour objet de dénoncer tout éloignement par rapport au modèle républicain d'Harrington. Trois menaces pour l'ordre politique idéal sont repérées par les néo-harringtoniens.

La première menace émane du pouvoir politique lui-même. Il s'agit de l'ensemble des moyens employés par les hommes d'État afin de servir leurs fins personnelles, qui mettent en danger le principe fondamental du modèle républicain : la vertu. Les néo-harringtoniens, Trenchard (s.d.) et Gordon (s.d.), condamnent, dans leurs *Cato's Letters* (1720-1723), ces pratiques politiques. Plus précisément, ces auteurs critiquent les tentatives de corruption effectuées par le Premier Ministre de l'époque, Walpole (1676-1745), pour gagner le soutien d'une partie des Chambres. En effet, Walpole n'hésitait pas à distribuer des pensions et des places honorifiques aux parlementaires afin d'obtenir

⁹ Cependant, Pocock montre que le *Commonwealth of Oceana* adresse également une critique à l'égard de l'expérience politique de Cromwell. Ainsi, Harrington relaye le mécontentement de la majeure partie de l'armée, qui avait au départ soutenu la prise du pouvoir par Cromwell, mais qui estimait à présent que celui-ci avait failli à sa mission, laquelle était d'établir une république d'individus libres et égaux (cf. Pocock 1977 : 13-23). Worden précise que Harrington a adressé sa critique à Cromwell non pendant le Protectorat mais après la chute du Protectorat. Cf. Worden 125.

¹⁰ En revanche, comme le souligne Robbins, Ludlow souhaite voir remplacer le gouvernement monarchique par un gouvernement républicain. Cette république devra comporter, selon lui, non pas une Chambre des Lords et une Chambre des Communes mais deux conseils populaires. Cf. Robbins 47-8.

¹¹ Cette constitution correspond, selon Pocock, à une loi fondamentale et immémoriale, transmise par la coutume, dont le Parlement est le gardien. À ce sujet, cf. Pocock 1957.

leur aide.¹² Selon Trenchard et Gordon, cette corruption compromet l'équilibre constitutionnel, puisqu'une partie des Assemblées se trouvent sous la dépendance du Premier Ministre, mais aussi la liberté politique des individus, laquelle est ainsi mise en danger par la concentration du pouvoir entre les mains de l'agent de la Couronne.¹³ La deuxième menace réside dans les armées permanentes, c'est-à-dire des armées composées de soldats professionnels, qui apparaissent massivement sous le règne de Guillaume d'Orange et de Marie Stuart (1689-1702).¹⁴ Ces armées professionnelles remettent en cause la république d'Harrington dans la mesure où elles privent une grande partie des citoyens d'accomplir un devoir civique fondamental : la défense de la nation. Ainsi, les armées de métier contribuent à la passivité et à la perte d'autonomie de l'individu, puisque ce dernier est amené à faire appel à autrui pour assurer sa propre sécurité. La troisième menace est liée au développement du crédit public.¹⁵ Les néo-harringtoniens critiquent cet artifice financier puisqu'il encourage, selon eux, l'essor du patronage et des armées permanentes. En effet, grâce au capital prêté par les investisseurs, le souverain est en mesure d'étendre son influence sur le Parlement et de maintenir des armées de métier. Davenant (1656-1714), un membre selon Pocock de la tradition néo-harringtonienne, décrit dans *The True Picture of a Modern Whig* (1701) les méfaits de l'accroissement de la dette publique. Il y montre que le creusement de l'endettement public non seulement soutient les armées professionnelles mais tend à ruiner l'équilibre constitutionnel par la corruption ainsi que par la destruction d'un des contrepouvoirs naturels à l'autorité du souverain : l'aristocratie terrienne. Davenant constate que l'expansion du crédit public s'accompagne d'un bouleversement de l'ordre social en valorisant le rôle des détenteurs de capitaux (*Stockholders*), qui sont les créanciers de l'État, au détriment des détenteurs de terre (*Landholders*).¹⁶

Nous venons de voir que Pocock considère que le discours britannique républicain du XVIII^e siècle a trois thèmes favoris en raison de l'influence du discours d'Harrington. Or, d'après Robbins, les républicains traitent également d'autres sujets, en particulier celui de la liberté religieuse et celui de l'éducation.

La liberté religieuse est un thème récurrent du discours républicain des XVII^e et XVIII^e siècles. Dès le XVII^e siècle, la tolérance pose problème. En effet, au début du XVII^e siècle, l'Église d'Angleterre présente, aux yeux des auteurs républicains, un caractère tyrannique. Ainsi, sous l'impulsion de l'archevêque Laud, elle élabore un projet d'élimination des protestants non-conformistes. Puis, à la chute du Protectorat, lequel avait ouvert une ère de tolérance, l'Église d'Angleterre se reconstitue, avec le retour des Stuarts, et reprend ses persécutions. Face à ce climat d'intolérance, les républicains du XVII^e siècle revendiquent la liberté de religion. Cette revendication repose sur l'idée de la stricte séparation du politique et du religieux : l'État doit se consacrer uniquement aux affaires du monde terrestre, tandis que l'Église n'a de fonction qu'en matière de religion. Cependant, la revendication des républicains ne s'applique pas aux papistes, accusés de reconnaître sur terre l'autorité du Pape, c'est-à-dire l'autorité d'un souverain qui est autre que celle du monarque anglais, dont ils sont pourtant les sujets. C'est pourquoi, Milton, par exemple, exclut les papistes des bénéfices de la tolérance qu'il prône par ailleurs. Durant le XVIII^e siècle, la tolérance progresse sous l'effet en particulier du *Toleration Act* adopté par le Parlement au lendemain de la "Glorieuse Révolution". Cet acte autorise, en effet, les protestants non-conformistes à avoir, sous certaines conditions, des lieux de culte. En

¹² À ce propos, cf. Kramnick 137-87.

¹³ Pour éviter la corruption des parlementaires, de nombreux auteurs proposent de réformer le Parlement. Robbins souligne que cette réforme du Parlement comporte deux volets. Le premier volet de la réforme consiste en un renouvellement fréquent des parlementaires, afin que ces derniers soient moins longtemps soumis à la pression des titulaires du pouvoir exécutif. Cette idée est soutenue par Moyle, Hutcheson (1694-1746) ou encore Priestley. Le second volet de la réforme correspond à un élargissement de la base des votants appelés à élire leurs représentants au Parlement. Ainsi, Molesworth suggère l'admission au suffrage des détenteurs de tenure en vertu d'un bail. Cf. Robbins 8-9.

¹⁴ Auparavant, les armées régulières existaient déjà mais à une échelle très réduite. C'est avec l'engagement de l'Angleterre dans plusieurs conflits européens que ce type d'armée va se développer de manière considérable.

¹⁵ Rappelons que le crédit public ainsi que la Banque d'Angleterre font partie de la série d'innovations qui apparaissent à la toute fin du XVII^e siècle et qui sont regroupées sous l'expression "Révolution financière". À ce sujet, cf. Dickson 1967.

¹⁶ Dans un essai intitulé *Du Crédit Public* (1752), Hume (1711-1776) reprend cette idée selon laquelle les créanciers publics menacent la Constitution anglaise en affaiblissant socialement et économiquement la *gentry* terrienne. C'est pourquoi, Hume prédit qu'"Il ne restera alors aucun moyen de prévenir ou de supprimer les insurrections (...) aucun moyen de résister à la tyrannie (...) et comme le pouvoir intermédiaire entre le roi et le peuple sera entièrement dissous, un despotisme cruel finira nécessairement par prévaloir" (Hume 534).

revanche, cet avantage n'est pas accordé aux catholiques.¹⁷ Au cours du XVIII^e siècle, des républicains, comme Priestley, plaident en faveur de la tolérance à l'égard des papistes.

Enfin, l'éducation est un élément central du discours républicain. L'importance de ce thème s'explique par le fait que, pour la majeure partie des républicains, l'éducation participe à la formation de la citoyenneté. Mais pour cela, l'éducation ne doit pas être laissée entre les mains du clergé. Cette idée est sans cesse réaffirmée, comme le note Robbins, de Milton à Toland (1670-1722) en passant par Molesworth.

À présent que nous avons repéré les grandes lignes directrices de la pensée républicaine au XVIII^e siècle, nous allons chercher à savoir si Smith est influencé par ces idées républicaines.

II. Smith : un "républicain" ?

Dans la première partie, nous avons souligné que le discours républicain, qui a cours en Grande-Bretagne au XVIII^e siècle, est marqué par plusieurs thèmes. D'après Pocock, le discours républicain porte surtout sur les éléments pouvant ruiner l'ordre politique idéal : la corruption, les armées de métier et le crédit public. D'après Robbins, trois grandes idées résident au cœur du républicanisme : l'une politique, l'autre religieuse et la dernière sociale. Dans cette seconde partie, nous nous interrogerons sur la proximité de Smith au discours républicain, en confrontant Smith à la conception du républicanisme de Pocock que nous compléterons par celle de Robbins.

Commençons par la question de la corruption. Dans le chapitre de la *Richesse des nations* consacré à la situation des colonies anglaises d'Amérique, Smith indique que le souverain a été amené, au cours de l'histoire britannique, à distribuer des postes honorifiques au sein d'établissements civils et militaires aux parlementaires afin que ces derniers acceptent de financer l'entretien de ces établissements (1776, vol. 2 : 232). Or, il ne faut pas se tromper sur le sens de ce passage. Smith évoque ici, non pas certaines tentatives de corruption des Chambres par la Couronne, mais le pouvoir d'"influence" du roi sur les parlementaires. Cette "influence" recouvre l'ensemble des moyens dont la Couronne dispose pour faire voter les Assemblées dans le sens qu'elle désire. Ces procédés sont de deux sortes : d'une part, le monarque peut accorder des pensions aux parlementaires ou financer leur élection — c'est alors le "patronage". D'autre part, le roi peut offrir des places honorifiques aux membres du corps législatif. Mais, le pouvoir d'"influence" du roi ne constitue pas une corruption, puisqu'il fait partie du jeu constitutionnel anglais. En effet, la Constitution anglaise présente l'"influence" comme un moyen essentiel pour assurer l'équilibre du système puisqu'en mettant les Chambres sous la dépendance directe de la Couronne, ce procédé empêche une extension du pouvoir des parlementaires au-delà des limites fixées par la Constitution. Les parlementaires tendent, ainsi, à demeurer un contrepoids à la puissance royale. Cette doctrine constitutionnelle est suivie par Smith, qui juge l'"influence" à la fois légitime et nécessaire.¹⁸ Ainsi, il affirme que l'octroi de ces positions honorifiques était le seul moyen que le monarque pouvait employer afin d'assurer l'existence de certains établissements. Par cette assertion, Smith semble vouloir montrer la faiblesse des pouvoirs ordinaires du souverain comparé à ceux des Chambres, qui oblige le roi à recourir à son "influence", c'est-à-dire à un pouvoir extraordinaire. Ce thème de la fragilité du pouvoir royal dans la Grande-Bretagne de la seconde moitié du XVIII^e siècle est déjà abordé par Smith dans ses *Lectures on Jurisprudence* (1762-1763).

En effet, dans une séance consacrée à l'étendue du pouvoir royal, Smith affirme que le roi détient en réalité un pouvoir très limité. Pour appuyer sa thèse, Smith donne trois arguments. Premièrement, Smith rappelle que "le roi est loin de détenir le pouvoir suprême" (1763a : 315). Le pouvoir suprême, c'est-à-dire le pouvoir législatif, appartient à la fois à la Couronne et aux Chambres. Mais Smith s'empresse d'ajouter que les Assemblées ont "aujourd'hui presque la totalité de ce pouvoir" (*id.*). Deuxièmement, Smith remarque que le monarque a perdu certaines prérogatives qu'il possédait auparavant en matière de justice : d'abord, le roi ne dispose plus à présent du pouvoir de

¹⁷ Pour plus de détails, cf. Jordan 1932-1940, vol. 3, 319 sq.

¹⁸ Hume soutient cette idée dès 1741 dans son essai intitulé *De l'indépendance du Parlement*, dans lequel il affirme qu'"à un certain degré et d'une certaine façon elle [l'influence] est indissociable de la nature même de notre constitution et nécessaire à la préservation de notre gouvernement." Hume 1741 : 168.

créer des Cours de Justice, ensuite, le monarque ne peut plus juger par lui-même une cause juridique, puisque ceci relève de la compétence des Tribunaux (286), enfin, une fois nommés, les juges ne dépendent plus du souverain. Cependant, dans la *Richesse des nations*, Smith se réjouit de la séparation entre le pouvoir exécutif et le pouvoir judiciaire.¹⁹ En effet, ce partage des pouvoirs, qui résulte, selon lui, "de la multiplication des affaires de la société", est la garantie d'une justice impartiale traitant avec équité chaque individu.²⁰ Troisièmement, Smith soutient que la faiblesse du pouvoir royal est également le résultat du pouvoir d'empêchement du peuple. Le peuple a, en effet, le droit de lancer une procédure d'accusation, non contre le roi, mais contre ses ministres pour avoir mal conseillé le souverain dans l'exercice de son pouvoir personnel, le pouvoir exécutif, qui consiste, d'après Smith, à "faire la paix ou la guerre" (1762a : 200).

Par conséquent, Smith ne mentionne à aucun moment, dans ses écrits, la dégénérescence de l'"influence" en corruption. L'"influence" de la Couronne est tolérée lorsqu'elle sert l'intérêt national et même excusée lorsqu'elle dessert l'intérêt de la nation. Quand l'"influence" est favorable à l'intérêt des individus, Smith reconnaît que le souverain a agi de manière *volontaire* et que l'"influence" représente finalement "un mal nécessaire" puisqu'elle permet l'enrichissement de la nation. La fin justifie les moyens. Par contre, quand l'"influence" est contraire aux intérêts des individus, Smith laisse entendre que le souverain a agi de manière *involontaire*, sous l'effet de son humeur, de son imagination, et qu'en conséquence, il ne peut être tenu responsable de ses actes. En ceci, Smith adhère au principe canonique "que le Roi ne peut mal faire", selon lequel si un acte mauvais est commis, il ne peut être imputé au roi.²¹ En définitive, le roi ne peut œuvrer délibérément, selon Smith, contre les intérêts de ses sujets. Or, cette impossibilité trouve son explication dans le *trust* fondamental qui unit les intérêts du monarque et à ceux du peuple. D'après Smith, l'enrichissement du peuple va de pair avec celui du souverain, puisque l'augmentation des revenus du peuple entraîne un accroissement des recettes publiques.

Au sujet des armées permanentes, la position de Smith est beaucoup moins tranchée qu'à propos de la question précédente. D'une part, Smith se félicite que l'essor de la civilisation moderne ait entraîné l'instauration des armées de métier, lesquelles ont permis l'introduction d'un "degré de liberté, qui a quelquefois les formes de la licence" (1776, vol. 2 : 330). Cette liberté parfois licencieuse est, d'après Smith, la contrepartie du non-accroissement des prérogatives royales en matière de sûreté nationale, qui est lui-même lié à l'efficacité des troupes permanentes. Or, ce perfectionnement dans le maniement des armes est le résultat, selon Smith, de l'application de la division du travail à ce genre d'activité. Smith soutient que plus les soldats professionnels sont spécialisés, plus l'armée régulière est performante. Mais, d'autre part, Smith semble regretter la disparition des milices, qui étaient plus combattives que les armées régulières, dans lesquelles les soldats se battent non pour l'amour de la liberté mais pour l'amour du gain.²² À ceci, Smith ajoute que la milice est un moyen de préserver les valeurs martiales issues des temps anciens au sein des sociétés avancées confrontées à la féminisation des mœurs modernes.²³ En effet, le progrès de l'humanité s'est accompagné, selon Smith, d'une transformation des relations entre les individus et d'une modification des goûts. À

¹⁹ Smith affirme, dans ses *Lectures on Rhetoric and Belles Lettres* (1762-1763), que la séparation des pouvoirs "est le plus grand avantage, que les temps modernes ont sur les temps anciens, et le fondement de cette immense sécurité dont nous jouissons aujourd'hui, à la fois quant à la liberté, la propriété et la vie." Smith 1762-1763 : 176.

²⁰ Dans la *Richesse des nations*, Smith affirme que la séparation de l'exécutif du judiciaire empêche que "les personnes dépositaires des grands intérêts de l'État (...) s'imagin[ent] que ces grands intérêts exigent le sacrifice des droits d'un particulier" (1776, vol. 2 : 345). Et Smith ajoute que ces personnes peuvent élaborer ces plans "sans qu'il y ait même *aucun* motif de corruption en vue" (*idem*, italique ajoutée). On constate ici encore la distinction opérée par Smith entre l'"influence" et la corruption.

²¹ Comme le note Baranger, l'irresponsabilité royale a une explication légale et non théologique, puisqu'elle est "la conséquence de la forme particulière du système de droit qui existe dans le régime [anglais]" (58). Le roi étant le dépositaire des lois passées, présentes et futures, ne peut violer les lois sans perdre son titre de roi.

²² D'ailleurs, comme le rappelle Sher (244), Smith faisait partie du *Poker Club*, un groupe favorable au maintien d'une milice en Écosse.

²³ Hirschman est amené à opposer l'optimisme de Montesquieu au pessimisme de Smith au sujet de la disparition des valeurs martiales. En effet, si le premier se félicite de l'adoucissement des mœurs, en revanche le second s'en inquiète et y voit plutôt un amollissement des mœurs (cf. Hirschman 96-7). La nostalgie de Smith envers les vertus martiales peut être rapprochée, dans une certaine mesure, de celle de Rousseau, qui regrette les valeurs des républiques antiques. Sur le rapport complexe entre Smith et Rousseau, cf. par exemple Ignatieff 93-116.

l'origine, les individus des sociétés agraires avaient des goûts simples et un mode de vie presque autarcique. Ainsi, ils subsistaient grâce à la cueillette, la chasse et la pêche. Les habitants des sociétés pastorales entretenaient davantage de rapports entre eux, mais ils conservaient une alimentation encore largement frugale. Par contre, dans la société agraire, des liens d'interdépendance s'instaurent entre, d'une part, les propriétaires fonciers, dont le pouvoir se renforce, et, d'autre part, les non-propriétaires. À cette époque également, les goûts de la population commencent à se sophistiquer sous l'effet de l'élévation du niveau de vie des propriétaires fonciers. Les goûts et les comportements seront encore plus raffinés sous les sociétés commerçantes, caractérisées par le développement du luxe et des relations marchandes. Or, selon Smith, "c'est en ayant l'esprit constamment occupé aux arts du luxe, qu'ils [les hommes des pays commerçants] deviennent efféminés et lâches" (1766 : 540). Notons, enfin, que Smith a conscience que, dans certaines situations, une armée de métier peut se révéler être un danger pour la liberté des individus. C'est le cas lorsqu'elle permet au souverain d'accroître son pouvoir au-delà des limites fixées par la Constitution. Par exemple, Cromwell se sert de l'armée permanente pour renverser le Long Parlement. Cependant, Smith nous assure (1763a : 269) que cette situation ne peut plus se reproduire en Grande-Bretagne, puisque la plupart des dirigeants de l'armée régulière sont issus de la Chambre des Communes et sont, en conséquence, des fervents défenseurs de la liberté du peuple.

Si la position de Smith est ambivalente à propos de la question des armées de métier, en revanche, elle est davantage affirmée à propos de la question du crédit public, puisque Smith critique explicitement un type spécifique de crédit public. Mais avant d'aborder cette critique, voyons comment Smith considère le crédit public en général. Ceci est évoqué au cours du dernier chapitre de la *Richesse des nations*. Smith entame cette étude par une interrogation : pourquoi le gouvernement emprunte-t-il de l'argent auprès de son peuple en période de guerre ? Le chef d'État, explique Smith, est obligé de recourir au crédit public pour financer ses dépenses militaires car, en période de paix, il dépense la quasi-totalité de son revenu de manière ostentatoire en acquérant des biens de luxe ou encore en entretenant une cour. De cette manière, le souverain cherche à accroître son pouvoir sur les autres.²⁴ Le crédit public apparaît, ainsi, comme un moyen auquel le souverain doit faire appel du fait de son comportement dépensier. Or, une forme particulière de crédit public est considérée par Smith comme dangereuse pour la liberté de la nation : la "Liste Civile". Cette liste indique la somme d'argent qui est allouée annuellement par les Chambres à la famille royale afin que celle-ci couvre les différentes dépenses qu'exige son rang. D'après Smith, la "Liste Civile" est, avec l'armée de métier, la seule menace à la liberté des individus, puisqu'elle confère au monarque un pouvoir sur les choses et, par conséquent, un pouvoir sur les hommes. Mais, la "Liste Civile" devient réellement dangereuse si deux conditions sont réunies : d'une part, la somme d'argent attribuée au souverain doit être d'un montant "considérable" et, d'autre part, le monarque doit être un individu "intrigant, vigoureux et ambitieux" (1763a : 269). En d'autres termes, Smith rejette la faute de la dérive de la "Liste Civile" avant tout sur les Chambres, lesquelles ont commis l'erreur de remettre au roi une somme d'argent trop importante, et non sur le roi. Ceci est la conséquence de l'attachement de Smith au principe de l'irresponsabilité royale, lequel impute la responsabilité à l'entourage du roi.

En matière de religion, Smith rejoint en partie la position des républicains. D'un côté, Smith reconnaît comme les républicains que le gouvernement ne doit pas imposer de religion et que la tolérance ne peut s'étendre au papisme pour cause de trahison.²⁵ D'un autre côté, Smith se sépare des républicains, qui revendiquaient pour chaque individu le droit d'adorer librement Dieu selon sa conscience. En effet, le type de tolérance qui est prôné par Smith vise moins la liberté de conscience que l'ordre social. Pour comprendre cette idée, revenons sur la conception de la tolérance chez Smith. Dans la *Richesse des nations*, Smith affirme que la tolérance consiste à laisser se multiplier librement les différentes sectes, hormis les papistes, sur le territoire national. La conséquence de cette libre expansion est une augmentation du nombre des sectes et, en contrepartie, une réduction de la sphère d'influence de chaque secte, ce qui favorise la tranquillité publique. Ainsi, Smith invite le gouvernement à "abandonner [les sectes] toutes à elles-mêmes" afin que règne partout "cet esprit de

²⁴ Smith met en parallèle le comportement dépensier du souverain avec celui des nobles et des propriétaires fonciers, qui relève également de la logique du rang et du prestige. À l'inverse, l'attitude de la majorité de la population, qui évite toute dépense improductive, s'inscrit dans une logique de l'épargne (cf. 1776, vol. 2 : 553).

²⁵ Smith écrit : "il peut être hautement raisonnable de punir comme trahison la faiblesse de quiconque est assez stupide pour préférer la religion catholique romaine à la religion protestante" (1763a : 299).

modération et ce calme philosophiques" (1776, vol. 2 : 420). On voit ici que Smith avance un argument de nature économique — une libre concurrence entre les sectes — concernant une question religieuse.

Enfin, à propos de l'éducation, Smith partage en partie la position des républicains. En effet, à la suite des auteurs républicains, Smith affirme que l'éducation du peuple est une tâche qui incombe à l'État et non à l'Église. Mais, l'éducation de la nation chez les républicains et chez Smith ne remplit pas les mêmes fonctions. Pour les républicains, l'éducation doit former des citoyens, c'est-à-dire des individus qui participent à l'élaboration des lois, alors que, pour Smith, l'éducation doit préparer les individus au respect des lois positives. Mais l'éducation publique a également une autre mission : celle de pallier les effets négatifs de la division du travail. Smith est, en effet, conscient que le processus de la séparation des tâches, qui est le mécanisme principal de la croissance de la production, risque d'altérer considérablement les facultés intellectuelles des individus. Ainsi, il revient, selon Smith, à l'État de fournir un minimum de connaissances au peuple "pour empêcher la dégénérescence presque totale du corps de la nation" (1776, vol. 2 : 406).

Conclusion

Peut-on affirmer que Smith est un républicain ? La réponse à cette question est complexe, puisque Smith semble, dans une certaine mesure, condamner les éléments qui portent atteinte à l'idéal républicain sans toutefois adhérer à cet idéal. La nostalgie que pouvait, peut-être, éprouver Smith envers le régime républicain d'Harrington ne l'a pas empêché de s'éloigner davantage encore que les néo-harringtoniens de la pensée d'Harrington. Quel est donc l'obstacle entre Smith et l'idéal républicain ?

La raison pour laquelle Smith ne s'est pas dirigé vers le républicanisme réside, selon nous, dans son libéralisme économique. Smith tient, en effet, un discours de l'Économie politique qui constitue une alternative au discours républicain, puisqu'il est porteur d'un modèle de société dans lequel le problème de l'absolutisme royal est résolu. Ce modèle est celui de la "Commercial Society", une société principalement constituée de relations marchandes qui assure l'abondance économique et le développement des libertés à ses membres, puisqu'elle rend en particulier impossible les coups d'autorité du souverain. Ceci est la conséquence de l'enrichissement de la nation, qui amène naturellement les propriétaires fonciers ainsi que le souverain, lequel n'est "guère autre chose que le plus grand propriétaire du royaume" (vol. 1 : 504),²⁶ à "abandonn[er] par degrés tout ce qu'ils avaient de crédit et de puissance" (*id.*, 506). Smith explique qu'avant le progrès de l'opulence, le souverain et les autres propriétaires fonciers s'adonnaient à des dépenses de prestige afin d'être respectés et admirés par le reste de la population.²⁷ Mais, avec l'extension des relations marchandes, le souverain et les autres propriétaires fonciers changent leur manière de consommer et dépensent, à présent, leur revenu de façon égoïste en vue de satisfaire leurs désirs personnels. Ainsi, le souverain, qui a un goût infini pour les richesses, est conduit progressivement à céder une partie de son autorité. En définitive, le pouvoir du souverain d'ordonner aux hommes se transforme, à son insu, en un simple pouvoir d'acheter des biens. C'est pourquoi Smith affirme qu'au cours du temps "le commerce et les manufactures introduisirent par degrés un gouvernement régulier et le bon ordre" (1776, vol. 1 : 502).

Par conséquent, en tant que Whig, Smith est ouvert au progrès de la société. Mais, selon lui, la société doit être modifiée non par le haut, par la politique, mais par le bas, par l'économie. En d'autres termes, c'est par l'évolution et non par la construction que Smith envisage le changement de la société. Peut-être l'idéal républicain d'Harrington apparaissait-il trop constructiviste à Smith ? Ajoutons, pour finir, que les mutations sociales ne doivent en aucun cas bouleverser les institutions héritées du passé, au premier rang desquelles figure le monarque. Smith semble appartenir à ces

²⁶ Notons que cette idée est reprise par Smith des Physiocrates. Quesnay (210) affirme que le souverain est à la tête de la classe des propriétaires fonciers.

²⁷ Notons que "cette disposition à admirer, et presque à vénérer, les riches et les puissants, ainsi qu'à mépriser, ou du moins à négliger, les personnes pauvres et d'humble condition" est dénoncée par Smith dans un des chapitres faisant partie de la sixième édition de la *Théorie des sentiments moraux*, publiée en 1790. D'un ton stoïcien, Smith affirme que seules la sagesse et la vertu méritent d'être l'objet de tant d'attention (1759 : 103-8).

penseurs²⁸ du XVIII^e siècle enclins au développement du pouvoir royal, symbole de stabilité. Pourtant, Smith ne peut pas dénigrer les Chambres, dont les membres jouent un rôle économique essentiel dans le développement de la "Commercial Society". En effet, cette société doit son expansion aux capitalistes, siégeant à la Chambre des Communes, qui investissent dans l'agriculture et les manufactures ainsi qu'aux propriétaires fonciers, appartenant à la Chambre des Lords, qui mettent leurs terres à la disposition des fermiers.

Ouvrages cités

- Baranger, Denis. *Parlementarisme des origines*. Paris : PUF, 1999.
- Cropsey, Joseph. *Policy and Economy*. The Hague: Martinus Nijhoff, 1957.
- Davenant, Charles. "The True Picture of a Modern Whig". *The Political and Commercial Works of Dr. Charles Davenant*. 1701. Vol. 4. London: 1771.
- Dickson, P.G.M. *The Financial Revolution in England*. Hampshire: Gregg Revivals, 1967.
- Forbes, Duncan. "Sceptical Whiggism, Commerce and Liberty." A. Skinner & T. Wilson eds. *Essays on Adam Smith*. Oxford: Clarendon Press, 1976. 179-201.
- Goyard-Fabre, Simone. "République". P. Raynaud & S. Rials éd. *Dictionnaire de philosophie politique*. Paris : PUF, 1996. 564-8.
- Haakonssen, Knud. *L'art du législateur*. 1981. Traduit de l'anglais par F. Kearns. Paris : PUF, 1998.
- . "Republicanism". R. Goodin & P. Pettit eds. *A Companion to Contemporary Political Philosophy*. Oxford : Blackwell, 1993. 568-74.
- Halevy, Élie. *La formation du radicalisme philosophique. La jeunesse de Bentham 1776-1789*. 1901-1904. Vol. 1. Paris : PUF, 1995.
- Hexter, J.H. "Republic, Virtue, Liberty, and the Political Universe of J.G.A. Pocock." *On Historians*. 1977, 1979 : 255-303.
- Hirschman, Albert O. *Les passions et les intérêts*. 1977. Traduit de l'anglais par P. Andler. Paris : PUF, 1980.
- Hume, David. *Essais moraux, politiques et littéraires et autres essais*. 1741-1776. Traduit de l'anglais par G. Robel. Paris : PUF, 2001.
- Ignatieff, Michael. *La liberté d'être humain*. 1984. Traduit de l'anglais par M. Sissung. Paris : La Découverte, 1986.
- Jordan, Wilbur K. *The Development of Religious Toleration in England*. 4 vols. London: G. Allen & Unwin, 1932-1940.
- Kramnick, Isaac. *Bolingbroke and his Circle*. 1968. Ithaca: Cornell UP, 1992.
- Macpherson, C.B. *The Political Theory of Possessive Individualism*. Oxford: OUP, 1962.
- Phillipson, Nicholas. "The Scottish Enlightenment." R. Porter & M. Teich eds. *The Enlightenment in National Context*. Cambridge: Cambridge UP, 1981. 19-40.
- Pocock, John Greville Agard. *L'ancienne constitution et le droit féodal*. 1957. Traduit de l'anglais par S. Reungoat & M. Vignaux. Paris : PUF, 2000.
- . *Le moment machiavélien*. 1975. Traduit de l'anglais par L. Borot. Paris : PUF, 1997.
- . "L'œuvre politique de Harrington". 1977. Traduit de l'anglais par C. Lefort & D. Chauvaux. James Harrington. *Océana*. Paris : Belin, 1995. 5-219.
- Quesnay, François. "Analyse de la formule arithmétique du Tableau économique". *Physiocratie*. 1766. Paris : GF-Flammarion, 1991. 207-34.

²⁸ Par exemple, Bolingbroke plaide en faveur d'une monarchie limitée au sein de laquelle le roi pourrait gouverner seul au-dessus des partis et des factions et restituer ainsi à la nation ses droits confisqués par les ministres.

- Rae, John. *The Life of Adam Smith*. London: Macmillan & Co, 1895.
- Raphael, D.D. "The Impartial Spectator." A.S. Skinner & T. Wilson eds. *Essays on Adam Smith*. Oxford: Clarendon Press, 1975. 83-99.
- Robbins, Caroline. *The Eighteenth-Century Commonwealthman*. 1959. Cambridge: Harvard UP, 1961.
- Robertson, John. "Scottish Political Economy beyond the Civic Tradition: Government and Economic Development in the *Wealth of Nations*." *History of Political Thought* IV.3 (Winter 1983): 451-82.
- Sher, Richard B. "Adam Ferguson, Adam Smith and the Problem of National Defense." *Journal of Modern History* 61.2 (1989): 240-68.
- Skinner, Quentin. *Les fondements de la pensée politique moderne*. 1978. Traduit de l'anglais par J. Grossman & J.Y. Pouilloux. Paris : Albin Michel, 2001.
- Smith, Adam. *Théorie des sentiments moraux*. 1759. Traduit de l'anglais par M. Biziou, C. Gautier & J.-F. Pradeau. Paris : PUF, 1999.
- . *Lectures on Jurisprudence*. 1762-1763a & 1766. Indianapolis: Liberty Fund, 1982.
 - . *Lectures on Rhetoric and Belles Lettres*. 1762-1763. Indianapolis: Liberty Fund, 1985.
 - . *La richesse des nations*. 1776. Traduit de l'anglais par G. Garnier. 2 vols. Paris : GF-Flammarion, 1991.
- Stephen, Leslie. *History of English Thought in the Eighteenth-Century*. 2 vols. London: Smith Elder & Co, 1876.
- Trenchard, John & Gordon, Thomas. *Cato's Letters*. 1720-1723. 2 vols. Indianapolis: Liberty Classics, 1995.
- Viner, Jacob. "Adam Smith and Laissez Faire." *The Journal of Political Economy* 35 (1927): 198-232.
- Winch, Donald. *Adam Smith's Politics*. Cambridge: Cambridge UP, 1978.
- Worden, Blair. "'Oceana': Origins and Aftermath 1651-1660." D. Wootton ed. *Republicanism, Liberty and Commercial Society 1649-1776*. Stanford: Stanford UP, 1994. 111-138.